	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 1

- MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX-

Cahier Des Clauses Administratives Particulières


MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4
du code de la commande publique.

Il suit les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés
passés par les Organisme de Sécurité Sociale.


REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 **SITE HOURS A BEZIERS**

SEUL L'EXEMPLAIRE DETENU PAR LA CPAM DE L'HERAULT FERA FOI


	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 2

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1	OBJET	5
1.2	FORME ET DEVOLUTION DU MARCHÉ	5
1.3	DUREE DES TRAVAUX ET DU MARCHÉ	5
1.4	VARIANTES	6
1.5	MARCHES SIMILAIRES	6
1.6	VISITE	6
1.7	CO-TRAITANCE	6
1.8	SOUS-TRAITANCE	6
2	EXECUTION DES PRESTATIONS	7
2.1	ORGANISATION DU CHANTIER	8
2.1.1	Le stockage des matériaux et des équipements	8
2.1.2	Le nettoyage du chantier	8
2.1.3	Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	9
2.1.4	Les réparations	9
2.1.5	La garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	9
2.2	SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER	9
2.3	PERIODE DE PREPARATION	10
2.4	CONFORMITE DES PRODUITS ET DES TRAVAUX	10
2.5	VERIFICATION ET RECEPTION	11
2.6	GARANTIES	11
2.6.1	La garantie de parfait achèvement	11
2.6.2	La garantie de bon fonctionnement	12
2.6.3	La garantie décennale	12
2.6.4	Garantie particulière de fonctionnement des installations techniques	12
3	CLAUSES DE FINANCEMENT	13
3.1	AVANCE	13
4	PRIX	13
4.1	CONTENU	13
4.2	ACTUALISATION	14
4.3	REVISION DES PRIX	14
5	ACOMPTES ET DEMANDES DE PAIEMENT	14
6	REGLEMENTS – INTERETS MORATOIRES	15
7	PENALITES	15
7.1	PENALITES DE RETARD	15
7.2	AUTRES PENALITES	16
8	CONDITIONS DE RESILIATION	17

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 3

9	CONFIDENTIALITE	17
10	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	18
11	RESPONSABILITE CONTRACTUELLE ET ASSURANCE	18
11.1	RESPONSABILITE CONTRACTUELLE	18
11.2	ASSURANCES	19
11.3	LIMITES DE RESPONSABILITES.....	19
12	LITIGES ET ATTRIBUTIONS DE COMPETENCES	20
13	DEROGATIONS	20

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 4

Acheteur :

La C.P.A.M de l'Hérault
29, Cours Gambetta
34934 Montpellier Cedex 9

La personne signataire du présent marché :

Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault, représentant du pouvoir adjudicateur.

La personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne responsable et à donner les renseignements prévus dans le code de la commande publique :

Le Responsable du Service Achats – Marchés de la C.P.A.M de l'Hérault


En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire :
Monsieur le Directeur comptable et financier de la C.P.A.M de l'Hérault
29 cours Gambetta
34934 Montpellier Cedex 9

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces particulières par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux :

- L'ATTRI1 (acte d'engagement) et les DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire),
- Le CCAP dont l'exemplaire conservé par la CPAM fait seul foi,
- Le CCTP dont l'exemplaire conservé par la CPAM fait seul foi et ses annexes, plans, photos,
- Le CCAG Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le cahier des clauses techniques générales_catégorie-6a,
- Le cadre de réponses techniques valant l'offre technique du titulaire,
- Le planning des travaux,
- Les ordres de services,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants,
- Le livret de sécurité du prestataire,

Et L'ensemble de la réglementation et normes en vigueur relatives aux prestations, objet du présent marché.

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 5

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par le Titulaire et non expressément visés au présent marché ne pourra s'y appliquer. Il en est ainsi *des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.*

Toute modification apportée au présent marché sera formalisée par voie d'avenant signé par les deux parties.

1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET

Le présent marché de travaux a pour objet le réaménagement des étages 4 et 5, du site Hours à Béziers, situé 2 rond-point Hours.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Le bâtiment est classé ERP de 5^{ème} catégorie type W. Il héberge le personnel de la CPAM, le service médical, le service social et une antenne du centre d'examen de santé des Pyrénées-Orientales.

Le télétravail et ses nouvelles méthodes de management collaboratives, incitent à réaménager les espaces de travail de l'ensemble des services.

1.2 FORME ET DEVOLUTION DU MARCHE

Le présent marché est un MAPA, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 du code de la commande publique.


Par le seul fait d'avoir soumissionné, le Titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le DCE et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations, objet du marché. Le Titulaire du marché s'engage à se conformer aux conditions fixées dans le marché. Il ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à quelque indemnité du fait de l'exécution du marché.

Le marché est alloté conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique ; il se compose de 2 lots :

- Lot N° 1 : Cloison / faux-plafonds / peintures / sols / menuiseries,
- Lot N° 2 : Electricité CFO / CFA.

Chaque lot constitue un marché. La CPAM de l'Hérault se réserve la possibilité d'attribuer un ou plusieurs lots à un seul candidat. Dans ce cas, un unique acte d'engagement (ATTR1), regroupant tous les lots sera signé.

1.3 DUREE DES TRAVAUX ET DU MARCHE

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 6

Le marché de travaux prendra effet à compter de sa notification et s'achèvera à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. La durée des travaux est estimée à 1 mois, période de préparation comprise. Les travaux débiteront à partir du mois d'avril.

Un planning détaillé définitif et contractuel sera réalisé entre le Titulaire et la CPAM de l'Hérault.

Le marché s'achèvera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement, qui est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à un an conformément à l'article 44-1 du CCAG-Travaux.

1.4 VARIANTES

Elles ne sont pas autorisées.

1.5 MARCHES SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

Lorsqu'un tel marché est passé, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

1.6 VISITE

La visite du site est obligatoire. Deux dates sont fixées dans la lettre de consultation. Une attestation de visite sera remise à tous les candidats.

1.7 CO-TRAITANCE

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas de forme de groupement. Les formes de groupement possibles sont celles figurant dans l'article 3.5 du CCAG Travaux.


Cependant, en cas de choix d'un groupement conjoint, le mandataire restera *solidaire* de chacun des opérateurs du groupement jusqu'à la fin du marché.

1.8 SOUS-TRAITANCE

Conformément à la loi 75-1334 modifiée du 31/12/1975 et à l'article R2193-1 du code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque marché de sous-traitance. Le sous-traitant ne pourra pas commencer à exécuter les prestations avant son agrément par la CPAM de l'Hérault. Le formulaire est disponible sur le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si celui-ci omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 7

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'Organisme.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. Dès réception de cette notification, le Titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.


2 EXECUTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des prestations et conditions d'exécution sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les travaux sont exécutés par le Titulaire et doivent être conformes aux ordres de services émis par le Maître d'ouvrage, et respecter les différentes pièces du dossier d'exécution.

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux tel que fixé dans l'acte d'engagement est de 4 semaines calendaires. Ce délai aura pour origine la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux. Il s'achèvera à la date de la réception définitive et sans réserve des travaux.

Un calendrier détaillé prévisionnel d'exécution sera élaboré par le Titulaire. Le calendrier devra être approuvé par le Maître d'ouvrage.

Un bureau de contrôle sera missionné avant la réception définitive des travaux et validera la conformité des prestations réalisées.

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 8

Conformément à l'article L.4532-2 du code du travail, un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé interviendra à chaque étape des travaux : conception, étude et élaboration du projet et réalisation des travaux.

2.1 ORGANISATION DU CHANTIER

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le Maître d'ouvrage.

Les travaux bruyants ou poussiéreux, l'évacuation des gravats et les travaux dangereux doivent être planifiés avec le Maître d'œuvre, et soumis à l'approbation de la CPAM de l'Hérault.

Conformément au décret d'application n°94-1159 du 26/12/94, le Titulaire doit transmettre dans un délai de 10 jours calendaires après la date de démarrage de la période de préparation :

- Le Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Il doit par ailleurs remettre sous le même délai :

- La liste des personnes devant intervenir sur le chantier en intégrant leur fonction et accompagnée de leur CV.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.

2.1.1 Le stockage des matériaux et des équipements

Il appartient au Titulaire de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations de son propre matériel¹. Jusqu'à la réception, le Titulaire a la garde de l'ouvrage et en supporte les risques. Dès réception des travaux, ces risques sont transférés avec la garde au maître d'ouvrage.


2.1.2 Le nettoyage du chantier

Le Titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Le Titulaire doit procéder à l'évacuation de ses propres déblais et laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux.

La CPAM de l'Hérault procèdera à des contrôles durant l'exécution des travaux. En cas de défaillance, la maîtrise d'ouvrage fera procéder au nettoyage des locaux et à la remise en état des installations par des entreprises spécialisées aux frais du Titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités financières prévues dans le présent document.

¹ Par exemple, assurance spécifique, type « bris de machines et matériels de chantier » ou équivalent.

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 9

2.1.3 **Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux**

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de défaillance, la maîtrise d'ouvrage fera procéder au nettoyage des locaux et à la remise en état des installations par des entreprises spécialisées aux frais du Titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités financières prévues dans le présent document.

2.1.4 **Les réparations**

Font l'objet d'une répartition proportionnelle dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité, de téléphone et d'informatique détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert,
 - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au Titulaire d'un lot déterminé,
 - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

2.1.5 **La garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur**


En cas de résiliation d'un marché dans les conditions prévues au cahier des charges avec l'un des Titulaires, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de notifier par ordre de service à l'entrepreneur de son choix l'obligation d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par l'entrepreneur défaillant et ce jusqu'à désignation d'un nouvel entrepreneur ou jusqu'à ce que les travaux soient confiés par voie d'avenant à l'un des entrepreneurs Titulaires d'un marché.

Dans la mesure où cette résiliation du marché entraîne l'arrêt du chantier, les frais de garde évoqués ci-dessus sont provisoirement réglés par l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché.

2.2 **SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER**

Sous réserve des dispositions qui suivent, il sera fait application de l'article 31 du CCAG travaux. Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène doivent être prises par le Titulaire :

- L'opération est soumise aux obligations découlant des dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil prévues aux articles L4531-1 et s. du Code du travail et les textes d'application réglementaires, notamment les dispositions en matière de coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.
- Le coordonnateur est désigné en tant que prestataire de service par le Maître de l'ouvrage selon les règles prévues par le code des marchés publics.
- En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 10

toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au titre des articles R4532-10 et R4532-61 et suivants du code du travail. Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Les sanitaires doivent être entretenus quotidiennement par les entreprises utilisatrices. En cas de défaillance, la maîtrise d'œuvre fera intervenir une entreprise extérieure et les frais engagés seront attribués aux entreprises présentes sur le chantier.

2.3 PERIODE DE PREPARATION

Il est fixé une période de préparation incluse dans le délai global d'exécution. Sa durée est de 1 semaine calendaire par dérogation à l'article du 28.1 du CCAG-Travaux. Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :


- ✓ Par les soins du Titulaire, en liaison avec le Maître d'ouvrage :
 - Etablissement du programme d'exécution des travaux et présentation au visa du Maître d'ouvrage dans les 10 jours calendaires maximum suivant la date de démarrage de la période de préparation.
 - Etablissement du dossier d'exécution (les plans, la liste des équipements pressentis, les notes de calculs et les études de détail, ...) et présentation au visa du Maître d'ouvrage dans les 10 jours calendaires maximum suivant la date de démarrage de la période de préparation).
 - Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 10 jours à compter du début de la période de préparation.
 - Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus aux 1ers et 2^{ème} alinéa de l'article 28.2 du CCAG.
 - La commande et la livraison sur site des équipements.
- ✓ Par les soins du Maître d'ouvrage en liaison avec le Titulaire :
 - Etablissement, après consultation du Titulaire, du calendrier détaillé d'exécution qui devra être présenté sous la forme d'un « calendrier à barres ».
 - La fixation des dates de remise des études techniques.
 - L'organisation du chantier.

2.4 CONFORMITE DES PRODUITS ET DES TRAVAUX

Le Titulaire doit respecter la réglementation et l'ensemble des spécifications techniques précisées dans le CCTP et dans le CCAG Travaux.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux concernant les tests devant être effectués par le Titulaire avant le début de la procédure de réception.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, le Titulaire devra effectuer au minimum, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications de bon fonctionnement. Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés et reportés dans l'attestation de bon fonctionnement qui sera joint au DOE.

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 11

Un bureau de contrôle validera avant la réception des travaux, la conformité des prestations.

2.5 VERIFICATION ET RECEPTION

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux concernant la vérification de la bonne exécution des prestations et de leur réception.

La remise du dossier des ouvrages exécutés se fera avant la réception des travaux. Il sera remis à la Maîtrise d'œuvre un exemplaire pour approbation avant la remise au Maître d'Ouvrage. Les éléments composants le DOE sont détaillés dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur seront supportés par le Titulaire si les résultats des essais ou contrôles lui sont défavorables.

En précision à l'article 41.6 du CCAG, le délai de levée des réserves est fixé à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées au Titulaire avec un délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées fixé à 10 ouvrés pour des réserves mineures et à 2 jours ouvrés pour des réserves bloquantes.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, ou comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une refaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

2.6 GARANTIES


Le Titulaire du présent marché doit 4 types de garanties :

- La garantie de parfait achèvement,
- La garantie de bon fonctionnement,
- La garantie décennale,
- La garantie particulière de fonctionnement des installations techniques.

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

2.6.1 La garantie de parfait achèvement

Elle est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an. Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 12

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées.
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du maître de l'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG travaux. La garantie des pièces éventuellement remplacées pendant la période de parfait achèvement sera prolongée pendant un an de fonctionnement normal.

2.6.2 La garantie de bon fonctionnement

Elle est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

2.6.3 La garantie décennale

Elle couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 2270 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

2.6.4 Garantie particulière de fonctionnement des installations techniques

Le Titulaire garantit le maître d'ouvrage, pendant un délai de 1 an, à compter de la réception des travaux correspondants, contre tout défaut de fonctionnement des installations. Le Titulaire sera tenu de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menus travaux. Il devra procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.


Le remplacement des pièces défectueuses devra être effectué dans un délai maximum de 5 jours. En cas d'urgence, le Titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 48 heures. Passé ces délais, le Maître d'Ouvrage peut faire exécuter les travaux nécessaires à la remise en état des installations aux frais, risques et périls du Titulaire défaillant.

La garantie des matériels éventuellement remplacés pendant la période probatoire sera prolongée pendant un an de fonctionnement normal.

Le Titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

Le Maître d'Ouvrage se réservera le droit de procéder à sa charge, pendant la période de garantie, à toute nouvelle série d'essais qu'il jugera nécessaire. Dans le cas d'essais faisant apparaître des défauts d'installation, les frais des essais seront à la charge de l'Installateur. Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

1. Les travaux d'entretien normaux, ainsi que les matières consommables,
2. Les réparations qui seraient les conséquences d'un abus d'usage,

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 13

3. Les dommages causés par les tiers.

Cette garantie sera fournie sans aucun coût additionnel pour le maître des ouvrages.

3 CLAUSES DE FINANCEMENT

3.1 AVANCE

Conformément à l'art R. 2191-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut prétendre au versement d'une avance si le montant du marché initial, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois. Elle sera égale à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois (le montant est porté à 30% pour les PME).

Le délai de paiement de l'avance court à partir de la notification du marché. Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable, ni actualisable. L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire aura atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial TTC.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance : il le précise sur l'acte d'engagement en cochant la case correspondante.

Il est à noter que le paiement de l'avance est conditionné par la fourniture par le titulaire du marché, d'une garantie à première demande couvrant l'intégralité du montant de l'avance.

4 PRIX


4.1 CONTENU

Le marché est conclu à prix forfaitaires, définitifs et actualisables figurant dans les DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire). Ils sont établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois de remise des offres (mars 2025).

Les prix sont exprimés en Euros HT. Il s'y ajoute la TVA en vigueur.

Les prix englobent l'ensemble des prestations décrites dans les CCTP. Ils comprennent également toutes les charges fiscales, administratives ou autres frappant obligatoirement les prestations et notamment :

- les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les frais d'études et de reproduction de documents ;

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 14

- les frais d'essais ;
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) ;
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;
- l'évacuation et le traitement des déchets.

Et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

La décomposition du prix forfaitaire a valeur contractuelle. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

4.2 ACTUALISATION

Les prix stipulés dans l'acte d'engagement et les DPGF sont fermes et actualisables, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. L'indice utilisé pour la réactualisation sera le BT 01 relatif au bâtiment :

Prix nouveau = prix initial x (indices à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / indices de la date de fixation du prix dans l'offre.

4.3 REVISION DES PRIX


Sans objet

5 ACOMPTES ET DEMANDES DE PAIEMENT

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire établira, dès la notification de la décision de réception définitive (sans réserve) des travaux, une demande de paiement unique via chorus pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> (Siret de l'acheteur : 517 608 139 00013 et numéro de marché : 34-25/03)

Les indications suivantes légales et réglementaires seront portées sur les factures :

- la date de la facture et références du marché,
- le nom et l'adresse du Titulaire ou de l'établissement,
- la forme juridique du Titulaire,
- le numéro d'immatriculation au registre du commerce,
- le numéro d'identification à la TVA,

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 15

- le numéro du compte bancaire ou postal précisé dans l'acte d'engagement,
- le numéro de facturation,
- l'intitulé et le numéro du compte bancaire ou postal inscrit dans l'acte d'engagement,
- la date et le numéro de marché,
- les prestations exécutées,
- le montant hors taxe de la prestation exécutée ou livrée, éventuellement ajusté,
- Le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées ou livrées toutes taxes comprises.

Toutes les pièces justificatives au paiement devront être jointes.

6 REGLEMENTS – INTERETS MORATOIRES

La CPAM de l'Hérault est soumise pour ses dépenses, aux règles de la commande publique. Conformément au décret N° 2013-269 du 29 mars 2013, l'Agent Comptable du Pouvoir Adjudicateur règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la réalisation des prestations si celle-ci est postérieure ou si la date de réception de la facture est incertaine.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par le Pouvoir Adjudicateur en application du présent marché donne lieu de plein droit et sans autre formalité :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire : les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 %.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Par dérogation à l'article R2191-33 du code de la commande publique, aucune retenue de garantie ne sera prélevée.


7 PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités sont dues par le Titulaire quel qu'en soit le montant et sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités sera déduit de la facture. Les pénalités sont cumulables.

7.1 PENALITES DE RETARD


Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-travaux, en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des travaux, il sera fait application **d'une pénalité égale à 150 € HT**, par jour calendaire (dimanche et jours fériés compris) de retard (par rapport au planning d'exécution des travaux).

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 16

7.2 AUTRES PENALITES

Phases	Catégorie	Montant	Application
<u>Période de préparation</u>	<ul style="list-style-type: none"> <u>Période de préparation</u> : Retard dans la remise des documents nécessaires au commencement des travaux (programme d'exécution des travaux, listes des matériaux et matériels, calendrier d'exécution des travaux, plans d'exécution, notes de calculs, études de détails, Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé PPSPS). 	150 € HT	Par jour calendaire
<u>Avancement des travaux</u>	<ul style="list-style-type: none"> <u>Absence à une réunion de chantier</u> (toutes les fois où le représentant du Titulaire est requis) 	150 € HT	Pour toute absence constatée
	<ul style="list-style-type: none"> <u>Non-respect des consignes relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier</u> 	150 € HT	Par infraction constatée et par jour calendaire
	<ul style="list-style-type: none"> <u>Dépôt de matériels, matériaux, gravats et emballage en dehors des zones prescrites</u> 	80 € HT	Par jour calendaire
<u>Réception</u>	<ul style="list-style-type: none"> <u>Retard dans le repliement des installations de chantier</u> : A la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, une pénalité sera appliquée à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux. 	100 € HT	Par jour calendaire de retard
	<ul style="list-style-type: none"> Si le nettoyage du chantier n'est pas réalisé au-delà du 5^{ème} jour calendaire après la date d'achèvement des travaux, le titulaire sera redevable du montant de cette prestation réalisée par un prestataire extérieur. <u>Retard pour non remise des documents</u> (Dossier d'exécution, Dossier des ouvrages exécutés) 	100 € HT	Par jour calendaire de retard

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable. Elles s'appliquent dès le premier euro et seront déduites de l'acompte.

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 17

8 CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché peut être résilié pour les motifs et dans les conditions prévues aux articles 49 et 50 du CCAG travaux.

De plus, en application de l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du Titulaire,

- en cas d'inexactitude des renseignements relatifs à sa situation judiciaire, à interdiction de concourir à une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et 125-3 du code du travail,
- en cas d'inexactitude des renseignements figurant sur les documents listés à l'article R324.-4 du code du travail et dans les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, concernant la situation fiscale et sociale.

Le marché pourra par ailleurs être résilié en cas de non-respect des clauses afférentes à la confidentialité et à la sécurité précisées dans le livret de sécurité du prestataire.

9 CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.


Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

-Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 18

. ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,

. ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,

. ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,

. ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,

. ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

-Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

. la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,

. les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,

. les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

-Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire est réputé avoir pris en connaissance du livret de sécurité du prestataire et de l'avoir diffusé auprès de ses employés.


10 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le Titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'utilisation de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Pour les déchets dangereux, type amiante, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

11 RESPONSABILITE CONTRACTUELLE ET ASSURANCE

11.1 RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 19

Le Titulaire est responsable de ses salariés, ses préposés mandataires ou sous-traitants dûment autorisés, et conformément aux règles de droit commun, de tout dommage direct qu'il est susceptible de causer à l'Organisme.

Le Titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de l'Organisme, de tous dommages, dégâts, vols et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant être imputée à lui-même ou à ses salariés, ses préposés mandataires ou sous-traitants. Sa responsabilité protège l'organisme contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne, pour toute cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire doit s'assurer qu'il est bien couvert pour toutes les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages, engageant sa responsabilité, causés aux tiers ou à l'Organisme. Il est entendu que pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire est seul responsable vis-à-vis des tiers, y compris le personnel de l'Organisme, de tous les dommages et toutes les conséquences préjudiciables de quelque nature que ce soit, résultant de ses prestations. Si l'Organisme venait à être recherché directement par des tiers, à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, le Titulaire supporterait seul, et sans recours vis-à-vis de l'Organisme, toute indemnité qui serait reconnue au profit des tiers.

D'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation d'information confidentielle ou d'introduction de code malveillant, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le Titulaire sans limitation de montant (Cf. l'annexe technique « sécurité »). Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

11.2 ASSURANCES


Le Titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **dans leur offre**, qu'ils sont Titulaires :

- d'une *assurance responsabilité civile professionnelle* garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une *assurance responsabilité civile décennale* au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une *assurance de dommages aux biens meubles* de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise, par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, en complément des dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

11.3 LIMITES DE RESPONSABILITES

	Marché n° 34-25/03 REAMENAGEMENT DES NIVEAUX 4 ET 5 SITE HOURS A BEZIERS	Version 1
		Date : 23/12/24
	C.C.A.P	Page 20

Tous dégâts causés par les phénomènes tels que la foudre, les eaux, l'incendie, la température ne sont pas à la charge du Titulaire. Toutefois, celui-ci doit signaler tous les défauts qu'il pourrait constater dans les locaux de l'Organisme lors de l'exécution de ses prestations sur site, afin d'éviter le maximum de dégâts. Dans le cas de dégâts causés par ces phénomènes, le Titulaire devra établir un devis de réparation/remplacement et dépanner l'installation en conservant sur place les pièces défectueuses pour expertise.

12 LITIGES ET ATTRIBUTIONS DE COMPETENCES

Le Tribunal d'Instance ou le TGI de Montpellier restent compétents pour tout litige qui pourrait survenir pendant toute la durée du marché ☎ Place Pierre Flotte - 34000 Montpellier ☎ : 04.67.12.62.05.

13 DEROGATIONS

Toutes les dispositions au CCAG-Travaux s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier :

Article du CCAP	Dérogation au CCAG-Travaux	Objet de la dérogation
Pièces constitutives	Art. 4.1	Pièces contractuelles
Art 2.3	28.1	Période de préparation
Art 2.5	38	Essais et contrôles des ouvrages
Art 5.	12.1	Demandes de paiement mensuelles
Art 7	Art. 19	Pénalités de retard
Art 11	Art. 8	Assurance

Article du CCAP	Dérogation au code de la commande publique	Objet de la dérogation
Art.6	R.2191-33	Retenue de garantie